

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

CONSTRUCTION D'UNE EXTENSION DE L'ECOLE MATERNELLE EN MODULAIRE CESSON

Catégorie opération 2

8 RUE DE SAINT LEU
77240 CESSON

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	21/05/2025	Plan Général de coordination

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 ÉVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	8
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	8
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	10
2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	11
2.6 DIVERS.....	12
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	13
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	13
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	13
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	13
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	14
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	14
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	14
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	15
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	15
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	16
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	16
3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...).....	16
3.5.2 Travaux divers	16

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	17
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	21
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	21
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	22
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	22
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	24
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	25
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	25
5.2 CANTONNEMENTS.....	25
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	28
5.3.1 Mise en place bungalows	28
5.3.2 Cantonnement à étages.	28
5.3.3 Installation électrique.....	28
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	29
6.1 ORGANISATION.....	29
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	29
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	30
6.2.2 Interdiction de fumer	30
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	31
7.1 PPSPS	31
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	31
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	31
8 Annexes	32
Panneau : En cas d'accident.....	32

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 ÉVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Éviter les risques.
- 2 – Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

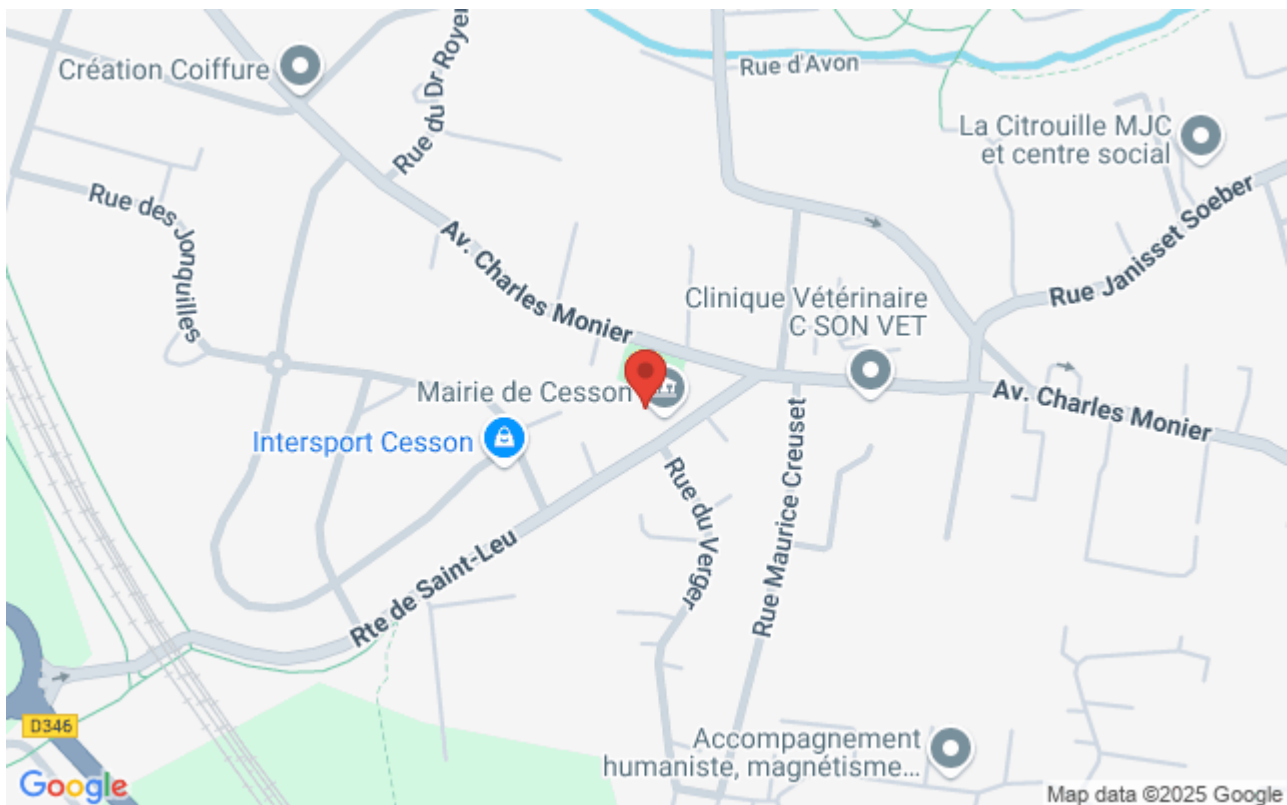
- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

CONSTRUCTION D'UNE EXTENSION DE L'ECOLE MATERNELLE EN MODULAIRE CESSON

8 RUE DE SAINT LEU
77240 CESSON



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

l'opération consiste à une Construction d'une extension de l'école Maternelle en modulaire en Structure modulaire au 8 RUE DE SAINT LEU à CESSON

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

RDC

Nature de la couverture / toiture

Couverture polycarbonate ,plaques translucides sur charpente bois ou métallique

Nature des façades

Bardage de façades en bac acier, bois

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	COMMUNE CESSON ROUTE DE SAINT LEU 77245 CESSON CEDEX	
Maître d'Oeuvre	Farzana FOYJOO 14, rue Père André Jarlan 91000 EVRY-COURCOURONNES	
Inspection du travail	-DRIETS 77 UC 3 Cité administrative-Bâtiment C 20, quai Hippolyte Rossignol 77011 MELUN CEDEX	TEL : 01.64.41.28.30
CRAM	CRAMIF 77 104 allée des Amaryllis 77190 DAMMARE LES LYS	TEL : 01 64 87 02 60 FAX : 01 64 37 12 34
OPPBTP	OPPBTP IDF 25, avenue du Général Leclerc 92100 Boulogne-Billancourt	TEL : 01 46 09 27 00

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le [Non renseigné] pour une durée de 6 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 15.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux :

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

sera transmis par le maître d'ouvrage aux entreprises consultées.

Produits polluants :

Dispositions particulières à prendre : voir ARTICLE 3.5.1.

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalisation.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par l'entreprise, auprès des concessionnaires

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Localisation des réseaux impactés : le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, pendant toute la durée des travaux

2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Le Plan d'installation de chantier précisera, pour chaque phase de l'opération :

- Le tracé des clôtures de chantier, avec implantation des accès véhicules et piétons;
- L'emplacement des réseaux extérieurs à l'emprise des clôtures de chantier, repérés dans un plan de synthèse, intégrant les informations obtenues dans les retours de DICT ;
- L'implantation des réseaux aériens et enterrés, fosses et regards, dans l'emprise des clôtures de chantier ;
- L'emprise des chantiers en cours dans le périmètre impacté par le démarrage de l'opération ;
- L'organisation du trafic piéton, véhicules et engins, autour du chantier, avec indication précise des déviations obligatoires, zébras, panneauage, feux tricolores, etc. et toutes modifications apportées à la situation existant avant travaux ;
- Le principe de circulation et voies piétonnes, véhicules et engins, intérieures au chantier ainsi que leurs limites d'emploi (résistance, gabarits, pentes, etc.) ;
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules ;

- Les zones tampon de stationnement ;
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets ;
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement ;
- L'implantation des zones de stockage ;
- L'aire de lavage – aire de nettoyage des roues de véhicules
- L'implantation de l'armoire électrique générale du chantier ;
- L'implantation du compteur de gaz de ville existant ;
- L'implantation de la vanne de coupure générale de l'alimentation en eau ;
- L'implantation des zones de cantonnements ;
- L'implantation des zones de préfabrication éventuelles ;
- L'implantation des appareils de levage, avec dates d'installation et de repliement ;
- L'implantation des ascenseurs de chantier, avec dates d'installation et de repliement ;
- L'implantation éventuelle de recettes ;
- L'implantation des échafaudages de pied.

Ce plan sera affiché au mur du bureau de chantier. Toutes les entreprises devront se conformer, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité, aux dispositions portées sur ce plan.

Ce plan sera évolutif suivant l'avancement du chantier et joint au PGC à chaque modification.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	PLAN	BUREAU DE CHANTIER PGC	GO	GO
Clôture	HERAS	PERIPHERIE DU CHANTIER	GO	GO
Portail et portillon	HERAS	PIC	GO	GO
Homme trafic		ENTRE SORTIS	VRD GO et TCE	VRD GO et TCE
Signalisation	AFFICHAGES	PIC	GO	GO

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Accès par la route de saint Leu.

Toutes les circulations provisoires horizontales, pour piétons, véhicules, engins, seront dues pendant toute la durée des travaux.

A chaque phase de travaux, la matérialisation de toutes les circulations piétonnes sécurisées devra être effectuée, depuis les limites d'emprise et les cantonnements jusqu'aux postes de travail.

L'accès chantier se fera par le biais d'un portail coulissant ou à 2 vantaux, intégré à la clôture de chantier.

Prestation identique pour la sortie de chantier.

En aucun cas les ouvrants, pendant leur manœuvre, ne devront empiéter sur la voie publique.

L'accès au chantier se fera obligatoirement en marche avant, de même que la sortie de chantier sur le domaine public. Chaque entreprise veillera à ce qu'un homme-traffic sécurise la manœuvre des véhicules sortant de l'emprise.

Après chaque entrée ou sortie, le portail sera refermé.

Un dispositif de blocage des vantaux en position ouverte, ou semi-ouverte, empêchera les vantaux de se déplacer seuls.

Une zone permettant aux véhicules de livraison de sortir en marche avant (aire de retournement) sera aménagée et délimitée par un barriérage sécurisant la manœuvre, pendant toute la durée des travaux.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	portail et portillon	GO	GO
Badge	badge	TCE	TCE

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au reprises des dysfonctionnements par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.6 DIVERS

'accès piéton à l'emprise se fera depuis le trottoir de la route de saint Leu

-d'un portillon, ouvrant vers l'intérieur de l'emprise, largeur libre 0,80 m, condamnation par cadenas à chiffre sur chaîne ou verrou à code mécanique ;

Un cheminement propre et sécurisé donnera accès, depuis la limite de l'emprise, aux cantonnements.

Conformément à la recommandation R477 de la CRAM, le bâtiment comportant plus de 4 étages au-dessus du RDC, un ascenseur/lift de chantier desservira tous les étages, jusqu'à la fin de l'opération ou la mise en service des ascenseurs définitifs.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	TCE	ENTRE CHANTIER	TCE	TCE
Aire de livraison	TCE	PIC	GO	GO
Aire de stationnement	PIC	PIC	GO	GO
Signalisation	AFFICHAGE	PIC	GO	GO
Homme de manœuvre	GO	ENTRE CHANTIER	TCE	TCE
Nettoyage avant sortie	TCE	ENTRE CHANTIER	TCE	TCE

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	GO	BUREAU DE CHANTIER	GO	GO
Accès au cantonnement	PIC	PIC	GO	GO
Cheminement cantonnement/chantier	PIC	PIC	GO	GO
Séparation piétons/véhicules	PIC	PIC	GO	GO
Protection accès chantier	PIC	PIC	GO	GO
Escalier provisoire	PIC	PIC	GO	GO
Cheminement sur chantier	PIC	PIC	GO	GO
Eclairage	PIC	PIC	GO	GO
Signalisation	AFFICHAGES	PIC	GO	GO
Accès couverture/terrasse	PIC	PIC	GO	GO

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Aucune opération de chargement ou déchargement, quelle que soit sa durée, ne sera autorisée hors de l'emprise des clôtures de chantier.

Chaque entreprise sera en charge d'organiser son stockage en conséquence (limitation des charges introduites, répartition des charges les plus lourdes près des porteurs), et de procéder à l'étalement provisoire éventuellement nécessaire.

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Grue automotrice	PIC	TCE	TCE	TCE
Lift/ascenseur/monte-charge	PIC	GO	GO	GO
Monte matériaux	PIC	TCE	TCE	TCE
Treuil électrique	PIC	TCE	TCE	TCE
Camion auto-déchargeable	PIC	TCE	TCE	TCE
Chariot élévateur	PIC	TCE	TCE	TCE

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier :

- Etude de site.
- Contrôle avant mise en service.
- Contrôle périodique.
- Vérification du limiteur de survol en charge, en limite de chantier.
- Vérification du système d'interférence entre plusieurs grues sur le chantier, qui seront numérotées.

Dans le cas de chantiers mitoyens, un système d'interférence sera mis en place entre les grues de chaque chantier ; la numérotation des grues se fera en continuité et non par chantier. Un anémomètre devra être installé sur chaque grue, avec liaison en cabine, et l'entreprise devra avoir un abonnement avec un service météorologique.

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).
La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

une convention de prêts devra être établis pour la grue du GO , entre l'entreprise titulaire et les entreprises utilisatrices.
un délais de 1 moi et demis pour la mise a disposition des entreprise demandeur.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

CAMION grue

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

GO

Lot chargé de l'entretien

GO

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	suitant poste de travail	chaque jour	TCE	TCE
Bac	PIC	AUTANT QUE NÉCESSAIRE	GO	GO
Bennes avec tri	PIC	AUTANT QUE NÉCESSAIRE	GO	GO

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Élimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

3.5.2 Travaux divers

chafaudages

Les échafaudages, tours, escaliers, sapines, auvents, etc. seront mis en commun

Les échafaudages, tours, escaliers, sapines, auvents, etc. seront montés/démontés avec :

- Obligation de direction des travaux de montage et démontage par une personne compétente (attestation nominative écrite à fournir) ;
- Présentation de la notice de montage du fabricant ;
- Obligation d'examen avant mise ou remise en service par la personne compétente de l'entreprise par un organisme agréé, qui sera désignée dès le début de l'opération. Cette même personne assurera la maintenance quotidienne, les vérifications périodiques, ainsi que les vérifications après chaque modification apportée aux échafaudages.

Ils seront du type MDS, de catégorie 1 uniquement, et mis en œuvre conformément aux dispositions de la parution ED 6074 de l'INRS.

En cas d'impossibilité technique - démontrée - de mise en œuvre d'échafaudages type MDS, les échafaudages devraient être conformes à la recommandation R 408 de la CNMATS, ainsi qu'à l'arrêté du 21 décembre 2004.

Les approvisionnements seront réalisés par mise en place d'un treuil électrique de treuils électriques sur monorail ou sur bras articulés, desservant des recettes, implantées selon besoins. Les planchers en

correspondance seront rabattables, formant protection collective en position relevée, et plancher de recette en position abaissée.

L'enlèvement des gravois et déchets sera réalisé par le biais de goulottes, positionnées dans les sapines réparties en fonction des besoins, au droit des bennes.

Un examen d'adéquation sera réalisé avec chacune des entreprises utilisatrices, avant montage.

Les compléments éventuels laissés à l'initiative des lots devront être clairement définis en accord avec les entreprises concernées et l'échafaudageur.

Les conditions de mise en œuvre devront être précisées dans le PPSPS des entreprises : limites de prestations, emplacements précis, planning de pose et dépose, et transmises au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.

Les compléments éventuels laissés à l'initiative des lots devront être clairement définis en accord avec les entreprises concernées et l'échafaudageur.

Les conditions de mise en œuvre devront être précisées dans le PPSPS des entreprises : limites de prestations, emplacements précis, planning de pose et dépose, et transmises au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.

La vérification des échafaudages sera réalisée par un organisme agréé par autocontrôle du monteur.

La maintenance sera quotidienne (y compris remplacement des éléments défectueux).

1. Mise en service des ascenseurs définitifs

Conformément aux dispositions du Décret n° 92-958 du 3 septembre 1992, chaque entreprise prendra les mesures d'organisation appropriées ou utilisera les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Conformément aux recommandations R 477 de la CNAMTS (Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges), les ascenseurs seront utilisés comme moyens d'approvisionnement de chaque niveau.

Cette mise en service comprendra la protection de toutes les parois de cabine, la mise en place d'un boîtier de commande provisoire, la protection des portes (bâti et ouvrants), le raccordement électrique, le raccordement téléphonique de la cabine.

En cas de dégradation, le liftier sera seul en charge de désigner, dans un rapport d'incident, l'entreprise responsable, à qui sera imputée la remise en état des parties endommagées.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	étanchéur	toiture	chef de chantier du lot	
Bruit	TCE			

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Protections collectives assujetties à l'ouvrage de gros-œuvre

Toute entreprise déposant une protection collective devra la remplacer par une protection au moins équivalente.

En cas de non remise en place de protections collectives, le Maître d'œuvre appliquera les sanctions prévues au Marché de Travaux.

Priorité sera donnée aux installations de protections définitives par rapport aux installations provisoires (escaliers, garde-corps).

La prestation portera sur la fourniture, la mise en place, la maintenance, la surveillance, le démontage et l'enlèvement des protections collectives.

Les protections collectives devront être adaptées aux travaux de chaque corps d'état, et devront permettre la réalisation des travaux de chaque entreprise en parfaite et totale sécurité.

Le matériel destiné aux protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage.

La solidité des garde-corps définitifs sera vérifiée avant dépose des protections provisoires de chantier.

Les mesures prises pour assurer la continuité, dans le temps, des protections collectives seront précisées dans le PPSPS.

Les protections collectives seront constituées principalement de garde-corps en protection de tous les abouts de dalles, de baies, etc., qui constitués par :

- un système type barrière ou lisses métalliques sur potelets métalliques (nez de dalles);
- un système rigide potelets et lisses, avec plinthe ;
- un système de lisses métalliques assujetties à des pattes métalliques, amovibles après pose des cloisons de doublage (baies) ;
- un système de protection grimpante s'opposant aux chutes de hauteur (maçonneries en élévation);
- les échafaudages de pied faisant office de garde-corps (voir § échafaudages).

Les trémies dans les planchers seront occultées par :

- la continuité des TS du ferrailage des dalles dans les trémies ;
- la mise en œuvre de métal déployé spité sur le pourtour des toutes les trémies dont la plus grande dimension sera inférieure à 50cm. Ces protections devront permettre une découpe facile et sur mesure par les lots techniques pour passage de leurs réseaux;
- la mise en œuvre de plaques d'acier type voirie lourde, tamponnées en au moins trois points, au-dessus de toute trémie dont la plus grande dimension sera inférieure à 50cm, située sur une surface circulaire par des engins ou véhicules ;
- la mise en œuvre de garde-corps autour des trémies dont la plus grande dimension sera supérieure à 50cm.

Les trémies dans la couverture pour lanterneaux, velux, verrières, etc...seront occultées par :

- mise en œuvre d'un platelage fixe en sous face de charpente ;
- mise en place de filets pris sur les éléments de charpente
- mise en place de panneaux occultant assujettis à la charpente, et renforcés par mise en place d'étais fixés en sous-face.

Les trémies d'escaliers, seront occultées par la mise en œuvre d'un échafaudage et d'une sapine/escalier permettant :

- d'accéder aisément au niveau supérieur (échelle proscrite) ;
- de constituer les protections collective en bord de dalle, sur tout le pourtour de chaque trémie ;
- de sécuriser l'intervention du plaquiste et du peintre, lors de la réalisation de la face plaquée côté cage d'escalier, et de la mise en peinture de la cage.

Protections collectives provisoires assujetties aux ouvrages de charpente

La prestation comprend la mise en place, en sécurité, puis la dépose des filets et des platelages sous tous les éléments de charpente et débords, avant tout démarrage des travaux de charpente et de couverture.

Les filets de sécurité seront mis en œuvre selon les principes suivants :

- évaluation préalable pour déterminer la meilleure organisation pour le travail en hauteur et l'équipement adapté,
- choix de matériel conforme à la norme NF EN 1263-1 et validé par contrôle,
- montage des filets conformément au manuel d'instructions du fabricant,
- emploi du personnel formé au montage, au contrôle, à l'entretien et au démontage des filets et des accessoires d'accrochage,
- suivi rigoureux du bon état et de la validité des filets jusqu'à leur démontage,

Protections collectives des baies palières d'ascenseurs

Toute entreprise déposant une protection collective devra la remplacer par une protection au moins équivalente.

En cas de non remise en place de protections collectives, le Maître d'œuvre appliquera les sanctions prévues au Marché de Travaux

La protection de chaque baie d'ascenseur sera assurée, à chaque niveau, par un élément de protection proposé par les fabricants, de type panneau métallique grillagé sur 2 m de hauteur, avec vérins réglables, et plinthe pleine en partie basse. Ces éléments devront pouvoir être déposés depuis l'intérieur de la gaine d'ascenseur.

La protection collective de chaque gaine d'ascenseur sera prise en charge, sur chaque palier, par le titulaire du lot ascenseur dès son arrivée sur chantier.

Protections collectives contre le bruit

En cas d'utilisation prolongée (à l'appréciation du CSPS) de matériels et engins générateurs de bruit (piquage, sciage, désamiantage), et notamment en milieu clos (phénomènes de résonnance), des bâches acoustiques seront obligatoirement mises en œuvre.

Sur simple demande de l'Inspection du Travail ou du Coordonnateur SPS, chaque entreprise devra justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) la dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Mettre en place des écrans ou bâches acoustiques ;
- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;
- Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.

Protections collectives provisoires assujetties aux ouvrages de charpente

La prestation comprend la mise en place, en sécurité, puis la dépose des filets et des platelages sous tous les éléments de charpente et débords, avant tout démarrage des travaux de charpente et de couverture.

Les filets de sécurité seront mis en œuvre selon les principes suivants :

- évaluation préalable pour déterminer la meilleure organisation pour le travail en hauteur et l'équipement adapté,
- choix de matériel conforme à la norme NF EN 1263-1 et validé par contrôle,

- montage des filets conformément au manuel d'instructions du fabricant,
- emploi du personnel formé au montage, au contrôle, à l'entretien et au démontage des filets et des accessoires d'accrochage,
- suivi rigoureux du bon état et de la validité des filets jusqu'à leur démontage,

Protections collectives des baies palières d'ascenseurs

Toute entreprise déposant une protection collective devra la remplacer par une protection au moins équivalente.

En cas de non remise en place de protections collectives, le Maître d'œuvre appliquera les sanctions prévues au Marché de Travaux

La protection de chaque baie d'ascenseur sera assurée, à chaque niveau, par un élément de protection proposé par les fabricants, de type panneau métallique grillagé sur 2 m de hauteur, avec vérins réglables, et plinthe pleine en partie basse. Ces éléments devront pouvoir être déposés depuis l'intérieur de la gaine d'ascenseur.

La protection collective de chaque gaine d'ascenseur sera prise en charge, sur chaque palier, par le titulaire du lot ascenseur dès son arrivée sur chantier.

Protections collectives contre le bruit

En cas d'utilisation prolongée (à l'appréciation du CSPS) de matériels et engins générateurs de bruit (piquage, sciage, désamiantage), et notamment en milieu clos (phénomènes de résonnance), des bâches acoustiques seront obligatoirement mises en œuvre.

Sur simple demande de l'Inspection du Travail ou du Coordonnateur SPS, chaque entreprise devra justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) la dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Mettre en place des écrans ou bâches acoustiques ;
- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;
- Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Fouille	Protections collectives par GC	GO	GO
Tranchée	Protections collectives par GC	GO	GO
Rive de plancher	Protections collectives par GC	GO	GO
Trémie petite dimension	Protections collectives par GC	GO	GO
Trémie grande dimension	Protections collectives par GC	GO	GO
Châssis en façade sur allège < 1m	Protections collectives par GC	GO	GO

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Châssis en façade toute hauteur d'étage	Protections collectives par GC	GO	GO
Couverture en pente	Protections collectives par GC	Lot charpente	Lot charpente
Charpente	Protections collectives par GC	Lot charpente	Lot charpente

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

GRUE, ÉCHAFAUDAGE

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage de pied	EN FACADE	SUIVANT PLANING et PLAN	LOT CONCERNE	LOT CONCERNE	TCE

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

L'armoire générale de chantier sera installée à proximité du point de livraison existant, désigné par le Maître d'Œuvre.

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement séparé de l'armoire au pied de chaque grue et des phares d'éclairage sur mât;
- Le branchement séparé des engins de levage ;
- Le branchement séparé des cantonnements et du bureau de trafic ;
- L'éclairage de sécurité dans l'emprise chantier (accès aux bungalows, aire de livraison, pistes de chantier).
- Le branchement et la fourniture des coffrets électriques nécessaires aux besoins du chantier, avec puissance adaptée aux besoins, prises électriques en nombre suffisant, y compris triphasé, ainsi que les réseaux de distribution;
- L'installation d'éclairage de toutes les circulations horizontales et verticales du chantier par luminaires IP 44 fixés à plus de deux mètres des sols, y compris sur échafaudages, sapines, etc...si nécessaire.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA) (une personne qualifiée de l'entreprise pour les opérations de 3ème catégorie, dont la puissance n'excède pas 100 KVA).

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
-------------	--------------	---------------	--------------------------------	------------------------------

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	PIC	DEMARAGE DE CHANTIER	GO	GO
Armoire générale	PIC	DEMARAGE DE CHANTIER	GO	GO
Alimentation cantonnement	PIC	DEMARAGE DE CHANTIER	GO	GO
Alimentation grue à tour	PIC	DEMARAGE DE CHANTIER	GO	GO
Eclairage circulation verticale	PIC	DEMARAGE DE CHANTIER	lot Electricité	lot Electricité
Eclairage circulation horizontale	PIC	DEMARAGE DE CHANTIER	lot Electricité	lot Electricité
Eclairage poste de travail	SUIVANT TACHE EFFECTUÉE	SUIVANT PLANING	TCE	TCE

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de co-activité conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Chaque entreprise générant des risques exportés (voir PPSPS) sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Enchaînement des tâches Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le CSPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une coactivité ou une superposition de tâches.

Avant toute intervention entre faces coffrantes ou aux abords de banches (incorporations notamment), chaque entreprise donnera instruction à ses personnels de vérifier que ces banches sont correctement stabilisées.

Travaux superposés Les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de superposition de tâche conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Cependant, avant de réaliser des travaux en élévation, chaque entreprise devra, de sa propre initiative, interdire la circulation des personnels en dessous et à l'aplomb de sa zone de travaux.

Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux, de barrières rigides (1m de hauteur minimum - type Heras, barrière police, lisses PVC sur cônes, auvents, filets, etc.), fermement assujetties aux sols.

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer sur une zone située en-dessous d'un poste de travail préexistant.

Mise en œuvre de produits dangereux - Gaz d'échappement Les entreprises mettant en œuvre des produits pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnels devront choisir les produits les moins dangereux et se conformer aux recommandations portées aux fiches de données de sécurité, qui seront transmises au Coordonnateur.

Chaque entreprise devra capter les polluants à la source, ventiler les locaux de travail, former et informer leur personnel, et fournir les vêtements et équipements de protection individuels appropriés.

Les engins à propulsion thermique (Mini-pelles, etc.) ne pourront être mis en œuvre qu'en l'absence d'équivalent à propulsion électrique.

Chaque entreprise devra isoler ses zones de travail et en interdire l'accès aux autres corps d'état.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Ecole Existant occupée

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	PIC	SUR RUE	RENDRE LE CHANTIER CLOS	TCE	GO
Environnement du chantier	RUE	PROXIMITÉ D'UNE GARE	RENDRE LE CHANTIER CLOS	TCE	GO
Bruit dû au chantier	INTÉGRALITÉ DU CHANTIER	SUIVANT HEURE	HORAIRE A DÉFINIR	TCE	TCE
Bruit dû à l'environnement	INTÉGRALITÉ DU CHANTIER	SUIVANT HEURE	HORAIRE A DÉFINIR	TCE	TCE
Réseaux enterrés et aériens (voir aussi Article 2 : 2.3)	PIC	DICT	DICT	VRD GO	VRD GO

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Travaux d'assainissement – Décret du 8 janvier 1965 intégré au code du travail- art R 4534-24 et R 4534-25- Les travaux de fouilles en tranchées seront effectués lors de l'exécution du chantier de terrassement, il est donc nécessaire de mettre en place et de maintenir en état :

- une protection physique efficace indiquant la présence des tranchées
- une protection en tête de fouille (merlon ou autre dispositif d'efficacité équivalente) protégeant les salariés contre les risques de projection de cailloux par les pneus des engins.

D'une manière générale, toutes extractions, y compris tranchées devront être réalisées avec des talus en pentes douces ou inférieures aux limites de stabilité calculées et majorées d'un coefficient de sécurité de 1,5. A défaut, un système de protection de type blindage est à prévoir.

Blindage Principe général Une tranchée à parois verticales doit être obligatoirement blindée à moins qu'une étude de sol prouve sa stabilité. Cependant, il est rappelé qu'une paroi de fouille doit être étayée, blindée ou talutée avec une pente inférieure à celle de la stabilité naturelle des terrains concernés, et ce quelle soit la largeur et la profondeur dans le cas d'une tranchée, en fonction de la nature des terrains rencontrés. Quel que soit le blindage adopté, il doit satisfaire à la condition suivante: pouvoir être mis en place et ensuite déposé sans exposer les exécutants au risque d'éboulement.

La longueur de blindage disponible sur le chantier devra être suffisante pour qu'à tout moment, les salariés soient protégés.

5.2 CANTONNEMENTS

Les cantonnements seront mise a disposition de la MO
aménagés à l'intérieur d'un bâtiment existant,
Ces installations seront raccordées aux égouts existants.

Des vestiaires et sanitaires séparés seront aménagés pour le personnel féminin, en cas de besoin.
Ces installations devront pouvoir accueillir, pendant toute la durée du chantier en pointe.
Les circulations entre sanitaires et vestiaires seront chauffées.

Les parois et les sols de ces installations devront être lessivables aucun percement n'est possible.
Des extincteurs seront disposés dans les bureaux et réfectoires.
Des lave-bottes seront installés à l'entrée de la zone de cantonnements.

Sanitaires

Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) :

- 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 hommes et 2 cabinets pour 20 femmes (L'effectif pris en compte est le nombre maximal de travailleurs présents simultanément dans l'établissement ou le chantier)
- Les cabinets d'aisance pour le personnel féminin comportent un récipient pour garnitures périodiques
- Chasse d'eau • Eclairage • Chauffage en saison froide
- Sols et parois imperméables et facilement nettoyables
- Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur
- Evacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires
- Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-50, R4222- 11 à R4222-17 et R4222-21 du code du travail
- Papier hygiénique

- Installations séparées en cas de personnel mixte
- L'employeur ou le responsable de chantier fait procéder au nettoyage et à la désinfection des cabinets d'aisance et des urinoirs au moins une fois par jour
- Ils disposeront en permanence de papier hygiénique, essuie-mains, savons, etc.
- En cas de besoin, des cabines sanitaires autonomes seront installées en complément des installations prévues ci-dessus, aux endroits désignés par le CSPS.

Lavabos

Lavabos (article R4228-7 du code du travail):

- 1 lavabo pour 10 travailleurs
- Eau potable
- Température réglable
- Moyens de nettoyage
- Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et chargés chaque fois que nécessaire

Douches

Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe de l'arrêté du 23/07/1647 modifié (article R4228-8 du code du travail). Exemple: travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc. ... L'arrêté précise que les douches seront installées dans des cabines individuelles à raison d'au moins une pomme pour huit personnes.

Réfectoires

Si moins de 25 travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du même code) :

- Tables + chaises • Réchaud • Garde-manger • Réfrigérateur si possible
 - Maintien en état constant de propreté Si 25 travailleurs au moins prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail) :
 - o Tables + chaises en nombre suffisant • Réchaud • Réfrigérateur
 - o 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers
 - o Nettoyage du local et des équipements après chaque repas
- *La norme générale de surface est de 1,30m² par place assise..

Vestiaires

Vestiaires et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail):

- Éclairé
- Chauffé en saison froide
- Sol et parois facilement nettoyables
- Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412, 149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail
- Maintenu en état constant de propreté
- Installations séparées si personnel mixte
- Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage
- La surface des vestiaires sera d'au moins 1m² par salarié Vestiaire (article R4228-6 du code du travail) :
- Sièges en nombre suffisant
- Armoires individuelles : o ininflammables o à double compartiment o munies de serrure ou cadenas

Eau pour la boisson

Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R4225-2 du code du travail).

1. Bureaux de chantier

Ils comprendront, outre le nombre de pièces nécessaires au fonctionnement de l'ensemble des entreprises, compris sous-traitants, (prévoir x Modules), x Modules pour la Direction de Chantier, et une salle de réunion (40 personnes assises). L'ensemble sera meublé (chaise, bureaux, armoires, etc...), ventilé, éclairé, chauffée et climatisé.

Le matériel de communication (téléphone, fax) et de reproduction (photocopieur/scan) nécessaire au bon fonctionnement du chantier sera installé, et mis à disposition de tous les intervenants.

Un meuble spécifique sera obligatoirement mis en place pour le rangement des documents consultables par les organismes et les entreprises (PGC, PPSPS, Registre-Journal, PV de réunions du CISSCT, PV de vérification, etc...).

Les hommes trafic seront postés au niveau des accès véhicules, interdiront l'accès à pied des personnels et assureront la sécurité des entrées et sorties de tous véhicules sur la voie publique.

Les accès piétons (entrée comme sortie) se feront par des portillons à péage (tourniquet engagé), avec contrôle d'accès par badge ou empreinte palmaires.

d'un lot ou du sous-traitant agréé (liste des intervenants détaillée sur papier à en-tête, cachet). Toute demande d'une entreprise ne figurant pas sur la liste mise à jour par la Maîtrise d'Œuvre sera rejetée ;

- De s'assurer en permanence que seules les personnes et véhicules autorisés ont accès aux emprises ;
- De faciliter la manœuvre des véhicules entrant et sortant sur la voie publique, priorité étant donnée aux usagers de la voie publique ;
- De réguler les approvisionnements et emports des entreprises ;
- De réaliser les plannings d'utilisation des engins de levage mis en commun (grues, monte charges définitifs), en affectant les plages horaires d'utilisation en fonction des demandes des entreprises.

A la fermeture du chantier, le soir, le bureau de Trafic transfèrera la garde du chantier à la société de gardiennage. L'opération inverse se produira à l'ouverture du chantier, le matin.

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires		PIC		GO	GO	GO
Réfectoire		PIC		GO	GO	GO
Sanitaires		PIC		GO	GO	GO
Sanitaires sur chantier		PIC		GO	GO	GO
Douches		PIC		GO	GO	GO
Bureaux		PIC		GO	GO	GO
Salle de réunion		PIC		GO	GO	GO

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Lavage botte		PIC		GO	GO	GO

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

Les demandes d'autorisations administratives nécessaires avant démarrage des travaux porteront sur :

-L'installation de grue Mobil et de survol.

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

GO

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	GO	GO

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

Les demandes d'autorisations administratives nécessaires avant démarrage des travaux porteront sur :

- L'occupation du domaine public ;
- La modification du stationnement et de la circulation des véhicules autour de l'emprise ;
- La modification de la circulation des piétons autour de l'emprise ;
- La modification du panneauage routier au droit des accès chantier;
- La mise en place éventuelle de gendarmes couchés pour ralentir la vitesse des véhicules, route , avant et après l'accès au chantier ;
- Le raccordement aux réseaux publics ;
- L'installation de grue et de survol.
- Permis feu journalier à établir avant l'intervention auprès du MOA.

6.1 ORGANISATION

GO

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	BUREAU DE CHANTIER			GO
Liaison avec les secours	SST			GO
Accès secours	PIC	GO	GO	GO
Point de rencontre	PIC	GO	GO	GO
Secouriste	SST	SST	SST	TCE
Trousse de secours	TCE	TCE	TCE	TCE
Défibrillateur	PIC	PIC	GO	GO
Nacelle blessé	PIC	GO	GO	GO
Extincteur cantonnement	PIC	GO	GO	GO
Extincteur chantier	PIC	GO	GO	GO

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Nettoyage du chantier recommandation OPPBTP pour la période de pandémieLes gravois, déchets et décombres seront évacués jusqu'aux points de regroupement convenus, puis évacués à la benne appropriée.

En cas de manquement, et sur simple constat, la direction de chantier pourra :

- Affecter à chaque entreprise sur site une zone précise du chantier à nettoyer quotidiennement ;

-Ordonner le nettoyage général du chantier, par une entreprise extérieure au chantier, autant de fois que nécessaire.

Les bennes à gravats seront mises à la disposition de tous les corps d'état, pendant toute la durée du chantier.

Leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avérera nécessaire, ou à périodicité fixe, sans jamais que ces bennes ne débordent.

2. Nettoyage des bureaux et cantonnements recommandation OPPBTP pour la période de pandémie Pendant toute la durée du chantier, une campagne de nettoyage des bureaux de chantier, des sanitaires, des vestiaires et des réfectoires sera organisée quotidiennement.

Sur simple constat de la direction de chantier, et sans mise en demeure préalable, le Maître d'œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise présente sur le chantier ou extérieure à l'opération.

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Sans objet.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPA (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPA avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPA du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPA.

ANNEXES

CONSTRUCTION D'UNE EXTENSION DE L'ECOLE MATERNELLE EN MODULAIRE CESSON

8 RUE DE SAINT LEU
77240 CESSON

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: CESSON
RUE :8 RUE DE SAINT LEU

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 01.64.80.51.94 .